

Extrait de

Les Marchands de peur

Mathieu Rigouste

(Éditions Libertalia)

Plus d'informations sur editionslibertalia.com

POSTFACE

CONTINUITÉ DE L'ÉTAT
ET DE L'IDÉOLOGIE SÉCURITAIRE

En mai 2012, les fractions de gauche des classes dominantes ont repris les commandes de l'État français. Pour continuer à encadrer la restructuration néolibérale, elles ont installé un membre fondateur de la bande à Bauer à la tête du ministère de l'Intérieur et de la police : Manuel Valls. Ce représentant des franges les plus sécuritaires du Parti socialiste avait déjà été envisagé pour le même poste par le précédent chef de l'État en 2007, il est un collaborateur et ami intime d'Alain Bauer depuis leur jeunesse.*

*Manuel Valls et Alain Bauer ont été fabriqués dans la même forge, la gauche anticommuniste rocardienne, à l'université de Tolbiac précisément, où ils se sont rencontrés à l'automne 1980. Ils ont participé ensemble à des meetings, des collages**, des réunions et des revues de la Jeunesse*

*Alain Gresh, « Vous avez aimé Claude Guéant, vous adorerez Manuel Valls », Le Monde diplomatique, 16 mai 2012, <http://blog.mondediplo.net/2012-05-16-Vous-avez-aimé-Claude-Gueant-Vous-adorerez-Manuel>

**François Dufay, « L'homme qui veut être le Sarko de la gauche », Le Point, 2 août 2007, <http://www.lepoint.fr/actualites-politique/2007-08-02/l-homme-qui-veut-etre-le-sarko-de-la-gauche/917/0/194848>

socialiste. Ils avaient alors 18 ans – le premier était en histoire et le second en droit – et se sont investis complètement dans cette pouponnière du Parti socialiste chargée d'affaiblir l'extrême gauche dans l'Université et d'y établir des réseaux de pouvoir au service de la « nouvelle gauche ». « On était déjà très sociaux-démocrates, pas très refaiseurs de monde », se souvient Alain Bauer. « L'autogestion, on n'y croyait pas nous-mêmes* ». « Les études n'étaient pas notre priorité », explique encore Manuel Valls**. Celui-ci voulait faire de la politique et envisageait déjà de devenir président de la République***, Alain Bauer se projetait dans l'influence et les réseaux, ils étaient associés avec Stéphane Fouks, qui ciblait la communication et les médias. Les trois se sont liés d'amitié et d'intérêts puis sont devenus inséparables****. Alors que la « gauche » prenait les commandes de la restructuration néolibérale, ils ont saisi les perspectives de carrière, de pouvoir et de profits déterminées par la capacité de mettre en réseau des pouvoirs médiatiques, économiques et politiques intéressés par le développement de l'ordre sécuritaire.

*Ariane Chemin, « Valls, Bauer, Fouks : le pacte de Tolbiac », Le Monde, 26 novembre 2012.

**François Koch, Anne Vidalie, « Alain Bauer, l'ami de trente ans de Manuel Valls », L'Express, 27 juin 2012, http://www.lexpress.fr/actualite/politique/alain-bauer-l-ami-de-trente-ans-de-manuel-valls_1131379.html

***Ariane Chemin, « Valls, Bauer, Fouks : le pacte de Tolbiac », op. cit.

****François Koch, Anne Vidalie, « Alain Bauer, l'ami de trente ans de Manuel Valls », op. cit., Ariane Chemin, « Valls, Bauer, Fouks : le pacte de Tolbiac », op. cit.

Cette collaboration a été construite tout au long des années 1980, pour l'organisation des journées des Jeunes rocardiens aux Arcs en 1985, ou encore dans le cadre du mouvement universitaire contre la loi Devaquet. Alain Bauer y assurait le contact étudiants avec la préfecture pour cogérer l'encadrement des manifestants.

En 1987, Manuel Valls fut désigné par le trio pour occuper la place proposée au comité directeur du Parti socialiste, juste avant le congrès de Lille. Il entra dans la franc-maçonnerie l'année suivante, neuf ans après Alain Bauer. Le futur chef de la police rejoint la loge « ni dieu ni maître ».*

Au début des années 1990, Manuel Valls choisit Alain Bauer comme parrain de l'un de ses fils. Leur collaboration a été consolidée de manière à traverser les alternances des fractions des classes dominantes à la tête de l'État. Elle perdure ainsi quinze ans plus tard.

*En 2007, Alain Bauer militait explicitement pour l'accession de Manuel Valls à des fonctions de commandement. « Manuel, c'est un formidable libero qui a appris à jouer collectif, mais qui doit maintenant devenir capitaine** », expliquait-il. L'année suivante, lorsqu'Alain Bauer assumait officiellement sa collaboration avec les*

* Ariane Chemin, « Valls, Bauer, Fouks : le pacte de Tolbiac », op. cit.

** François Dufay, « L'homme qui veut être le Sarko de la gauche », op. cit.

fractions sarkozystes, Manuel Valls maintint le contrat. « Si Alain pense qu'être sarkozyste est utile et cohérent, il en a le droit, assurait Valls en 2008. L'amitié transcende les clivages politiques [...]. On se retrouve sur la sécurité et, globalement, on est toujours en phase . »*

À la veille du second tour de l'élection présidentielle, le 5 mai 2012, le trio Valls-Bauer-Fouks se préparait à célébrer sa longévité, ses succès et les nouvelles perspectives qui semblaient s'ouvrir à lui. Les trois amis devaient fêter leurs 150 ans cumulés chez Drouant, grand restaurant de la bourgeoisie parisienne qu'ils avaient réservé pour l'occasion. Une centaine d'invités s'y était rassemblée, dont de nombreux chefs policiers comme Émile Perez (le chef du Service de coopération technique internationale de police), le préfet de police sarkozyste Michel Gaudin, le commissaire André-Michel Ventre, le secrétaire général du syndicat Alliance Jean-Claude Delage, des amis de l'époque de Tolbiac comme Jean-Christophe Cambadélis et Jean-Marie Le Guen, le porte-parole de l'UMP sur les questions de sécurité Bruno Beschizza, l'ancien grand maître du Grand Orient de France Philippe Guglielmi, des grands patrons comme Antoine Frérot, PDG de

** Ariane Chemin, « Valls, Bauer, Fouks : le pacte de Tolbiac », op. cit.*

Véolia Environnement et son communicant Laurent Obadia, etc. Manuel Valls décommanda au dernier moment et ne participa pas au déjeuner. La médiatisation de sa participation à cette rencontre aurait certainement pu causer du tort à sa prochaine nomination au ministère de l'Intérieur. Les réseaux qui se sont croisés à ce repas dévoilent effectivement la collaboration de classe entre pouvoirs financiers, médiatiques, industriels, politiques et policiers. Ce « Fouquet's » de la bande à Bauer symbolise à lui seul la manière dont l'idéologie sécuritaire traverse les différentes fractions des classes dominantes, par-delà les fictions d'État mettant en scène l'opposition démocratique entre droite et gauche. Les idéologues sécuritaires connaissent bien ce principe parce qu'il détermine leur survie. Alain Bauer résume lui-même :*

« La gauche et la droite diffèrent surtout sur la forme. Ils n'ont pas les mêmes postures. Mais au-delà des postures, la droite et la gauche se retrouvent sur beaucoup de sujets. Et pas seulement sur la sécurité ou l'immigration, mais aussi sur la politique économique de rigueur, dont personne ne souhaite prononcer le nom. Aussi bien sur la réduction des dépenses que sur la hausse des impôts,

* François Koch, Anne Vidalie, « Alain Bauer, l'ami de trente ans de Manuel Valls », op. cit. ; Ariane Chemin, « Valls, Bauer, Fouks : le pacte de Tolbiac », op. cit.

je constate avec amusement que la gauche s'apprête à faire la même chose que le gouvernement qui la précédait. Certains tropismes transcendent le clivage droite-gauche. Ce n'est pas forcément une mauvaise chose.* »

*Mais la fiction démocratique impose pourtant aux idéologues sécuritaires un repositionnement. Alain Bauer avait été marqué médiatiquement comme un symbole du sarkozysme et le nouveau gouvernement devait mettre en scène le « changement » promis durant sa campagne. « Je lui ai dit que je regrettais qu'il ait travaillé pour Sarko, car je ne peux plus le prendre dans mon cabinet** », rapportait Manuel Valls.*

*Plutôt que d'avoir à être destitué, Alain Bauer abandonna son poste de directeur de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales ; la présidence du groupe de contrôle des fichiers de gendarmerie et de police ; la présidence du Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques***. Manuel Valls lui reconnut « l'intelligence de démissionner**** ».*

* Alexandre Devecchio, « Alain Bauer : Manuel Valls ne doit pas craindre de devenir la bête noire d'une certaine gauche », Atlantico, 28 juin 2012, <http://www.atlantico.fr/decryptage/manuel-valls-doit-pas-craindre-devenir-bete-noire-certaine-gauche-alain-bauer-403173.html#ctHZZk6sy56I1WAj.99>

** Ariane Chemin, « Valls, Bauer, Fouks : le pacte de Tolbiac », op. cit.

*** Camille Polloni, « Alain Bauer, ami de Valls et Sarkozy : des efforts si mal récompensés », Rue89, 22 août 2012.

**** Patricia Tourancheau, « Alain Bauer, l'ombre du parrain », Libération, 18 septembre 2012.

La mise en scène du « changement » passa ensuite par la dissolution de la section criminologie du Conseil national des universités, imposée par l'ancien chef de l'État à la demande de la bande à Bauer et fortement mise en cause par les milieux universitaires sur lesquels s'appuyait le nouveau gouvernement. Mais le poste d'enseignant d'Alain Bauer n'a pas été remis en question, alors qu'il avait pourtant été obtenu de manière similaire. Par cette opération, Alain Bauer devint même le seul enseignant de criminologie en France sans aucun diplôme de troisième cycle.*

*Désormais, Manuel Valls admit ne plus consulter Alain Bauer que pour nommer « tel ou tel haut fonctionnaire ou préfet** ». Ce dernier reconnaissait d'ailleurs avoir « répondu aux questions posées par Manuel sur les personnalités des uns et des autres au moment de la constitution du cabinet*** ». Le nouveau ministre de l'Intérieur a ainsi pris pour directeur adjoint de son cabinet, Renaud Védel, qui n'était autre que l'ancien directeur adjoint du cabinet du préfet de police de Paris Michel Gaudin. La place Beauvau, désormais à gauche,*

* Un arrêté du 6 août 2012, publié dans le Journal officiel, supprime la criminologie comme discipline universitaire.

** Patricia Tourancheau, « Alain Bauer, l'ombre du parrain », op. cit.

*** Camille Polloni, « Alain Bauer, ami de Valls et Sarkozy : des efforts si mal récompensés », op. cit.

affirma en toute logique que « les principales réformes impulsées par M. Gaudin seraient maintenues », en particulier la mise en place de la police d'agglomération et le développement de la vidéosurveillance. Renaud Védel avait contribué sous la direction de Bauer et Gaudin au rapport sur la sécurité au quotidien, publié en 2008**, et au Livre blanc sur la sécurité publique en 2011***. Ces rapports ont traduit en idéologie d'État une synthèse des intérêts des différents réseaux économiques, politiques, médiatiques et policiers investis sur le marché de la sécurité. « Tout a été pensé, dit, écrit sur la sécurité dans les deux récents rapports que j'ai codirigés », assurait Alain Bauer****.*

Pour se repositionner, depuis mai 2012, la bande à Bauer a continué à appuyer idéologiquement l'écrasement médiatico-policier des quartiers populaires. Elle a continué d'assurer l'importation d'éléments issus de l'expérience new-yorkaise pour alimenter les doctrines

* Laurent Borredon, « Nouveau casting à la tête de la police », *Le Monde*, 30 mai 2012.

** Michel Gaudin et Alain Bauer, *Vers une plus grande efficacité du service public de sécurité au quotidien, La Documentation française, 2008.*

*** Alain Bauer, Michel Gaudin, *Livre blanc sur la sécurité publique, ministère de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration, octobre 2011.*

**** François Koch, Anne Vidalie, « Alain Bauer, l'ami de trente ans de Manuel Valls », *op. cit.*

de sécurité urbaine en France et légitimer le nouveau modèle de quadrillage médiatico-policiier mis en œuvre par Manuel Valls. Dès l'été 2012, une quinzaine puis une cinquantaine de « zones de sécurité prioritaires » furent créées sur des « territoires bien ciblés, caractérisés par une délinquance enracinée et de fortes atteintes à la population ». Alain Bauer, comme s'il n'avait pas été l'un des artisans de ce modèle de quadrillage prêt à l'emploi, validait : « L'ébauche des zones de sécurité prioritaires voulues par l'actuel ministre de l'Intérieur Manuel Valls pourrait peut-être permettre de passer du commandement pyramidal depuis Paris à une forme de décentralisation efficace . »*

À Amiens, dès août 2012, la pression policière liée aux projets de « rénovation urbaine » et au classement en zone de sécurité prioritaire a fait face à des révoltes et des contre-attaques. Alain Bauer en profita pour vanter une fois de plus le « modèle new-yorkais » de maintien de l'ordre urbain qu'il aurait participé à concevoir. « Le modèle de New York dans la lutte contre la criminalité est peut-être un exemple à suivre. Cela nécessite des missions locales spécifiques et décentralisées, et des renseignements opérationnels de terrain, un dossier peu développé

**Alain Bauer, «Après Amiens et avant la prochaine émeute...», Huffingtonpost, 16 août 2012. http://www.huffingtonpost.fr/alain-bauer/amiens-emeutes-manuel-valls_b_1778717.html*

après la création de la DCRI » expliquait-il, comme s'il n'avait pas été l'un des idéologues les plus impliqués dans la mise en œuvre des politiques de sécurité depuis les vingt dernières années.*

*Alain Bauer et Xavier Raufer sont restés des porte-parole privilégiés par les industries de la guerre et du contrôle pour légitimer techniquement leurs exigences de restructuration. Ils étaient ainsi les invités d'honneur des troisièmes assises nationales de la recherche stratégique, « Profondeurs stratégiques, l'Europe face aux défis du temps, des mutations, des populations », organisées à l'École militaire de Paris le 11 décembre 2012 par le Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques, l'Institut des hautes études de défense nationale et l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice**. Alain Bauer y ouvrit la cérémonie aux côtés du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, suivi quinze minutes plus tard par la prise de parole de Xavier Raufer. En tant que président*

* Alexandre Devecchio, Ania Nussbaum, « Désordre public : réseaux "mafieux", bandes des cités, drogue... Comment combattre les nouveaux fléaux de la République », entretien avec Alain Bauer, Fabrice Rizzoli et Stéphane Quéré, Atlantico, 31 août 2012. <http://www.atlantico.fr/decryptage/reseaux-mafieux-bandes-cites-traffic-drogue-comment-eradiquer-alain-bauer-stequane-quere-fabrice-rizzoli-466548.html?page=0,3>

** www.csfrs.fr

du CSFRS – réunissant des représentants de l'État, des chercheurs et les très grandes entreprises investies sur les marchés de la défense et de la sécurité – il a remercié le nouveau gouvernement d'avoir permis à cette « aventure » de continuer.*

Le nouveau gouvernement a aussi laissé à Alain Bauer une fonction décisive pour les marchands de contrôle : la direction du Conseil national des activités privées de sécurité (Cnaps).

*Cet établissement public placé sous la tutelle du ministre de l'Intérieur, délivre l'autorisation d'exercer, contrôle et « conseille » les entreprises privées de sécurité**. Cette « autorité de régulation » avait été mise en place sous la présidence de Sarkozy et inaugurée par Claude Guéant en janvier 2012. Elle a été maintenue par la gauche, et Alain Bauer, qui y avait été nommé pour trois ans, en a gardé les commandes.*

La bande à Bauer a donc conservé, sous une gestion de gauche, la fonction d'autorisation et de placement, c'est-à-dire la capacité de renforcer ou d'affaiblir les entreprises privées de sécurité pour le compte des grands monopoles. Alain Bauer et Manuel Valls ont pu dès lors diriger main dans la main la protection et la régulation

* Ibid.

** <http://www.cnaps-securite.fr/>

étatique du marché de la sécurité. En octobre 2012, Alain Bauer organisait ainsi les premières « rencontres nationales » des commissions inter-régionales du Cnaps réunissant des représentants de « tous les acteurs de la sécurité privée ». Deux semaines plus tard, le 26 octobre 2012, place Beauvau, le ministre de l'Intérieur validait les propositions de ces rencontres et engageait à la « professionnalisation » de ce « secteur complémentaire des missions de l'État » afin de « permettre à la profession d'évoluer dans un cadre favorable* ».

À travers ce repositionnement, la bande à Bauer a aussi pu continuer à s'investir dans le développement de nouveaux marchés. Xavier Raufer et Alain Bauer sont restés très impliqués dans l'expansion d'un secteur qu'ils ont d'ailleurs participé à nommer et délimiter : le « crime-contrefaçon ». Ils ont construit, autour de cette notion-marchandise, un espace publicitaire qu'ils nomment « COT » pour « criminalité organisée transnationale ». « La COT est un ennemi flou, peu visible et mutant constamment** », expliquaient-ils.

* « Manuel Valls a rencontré les acteurs de la sécurité privée », Civique, n° 211, janvier 2013.

** Alain Bauer, Xavier Raufer, « Le Père Noël et le crime organisé transnational : un conte de Noël », Le Nouvel Économiste, 17 décembre 2012. <https://www.lenouveleconomiste.fr/le-pere-noel-et-le-crime-organise-transnational-un-conte-de-noel-17048/#.UPbNtjfXuSo>

Si « les indéniables drames qu'elle provoque sont mal perçus par le public, qui peine à les lui attribuer », malgré les efforts de la bande à Bauer, ce serait à cause des « doctrinaires libéraux de la “mondialisation heureuse”, puissants dans la finance et dans les médias », des « sociolâtres dont cela contrarie l'idéologie, voulant que les criminels (mafieux inclus) soient d'abord des victimes du système capitaliste » et « des institutions engluées dans la routine et le confort ». « Pour tous ceux-ci, l'idée que les mafias soient vraiment redoutables est un paranoïaque bidonnage, propagé par des “marchands de peur” » assénaient-ils comme un aveu en lieu et place de toute argumentation face aux enquêtes publiées sur leurs discours, leurs pratiques et leurs parcours.

*Reste que le concept de « crime-contrefaçon » a été développé dans un rapport de 2011 dont Alain Bauer et Xavier Raufer étaient les deux conseillers, pour le compte de la WAITO Foundation** . La WAITO Foundation est un appareil d'influence installé en Suisse et chargé de promouvoir la criminalisation des marchés de la contrefaçon « pour le compte des États,*

*Idem.

**Alain Bauer, Xavier Raufer, Le Crime-Contrefaçon, un enjeu majeur du International Forum on Counterfeiting Crime (IF2C), WAITO Foundation, 2011. <http://fr.slideshare.net/WAITOFoundation/waito-rapport-2011-le-crime-contrefacon-un-enjeu-majeur>

des organisations internationales, des fédérations inter-professionnelles et des grandes entreprises référentes ». Elle s'appuie sur « la force de frappe de ses experts – pour la plupart criminologues, magistrats, policiers, douaniers et politiques, répartis sur les cinq continents », explique Pierre Delval, le PDG de la fondation**, l'un des trois conseillers du diplôme « Analyse des menaces criminelles contemporaines » au DRMCC de Xavier Raufer à l'université d'Assas. Alain Bauer appartient au comité des experts de la WAITO Foundation et préside son comité d'éthique et de déontologie, Xavier Raufer en est le président du comité scientifique.*

On peut aussi s'arrêter un instant sur le soutien apporté par Alain Bauer et Xavier Raufer à l'Institut pour la justice. Ce think tank, classé très à droite, revendique l'alourdissement des peines d'incarcération et la réduction des remises en liberté pour le plus grand intérêt des industriels de l'enfermement. C'est dans ce cadre qu'il a fait appel à Alain Bauer et Xavier Raufer pour intervenir dans son colloque « Une justice pénale rénovée, fondée sur la criminologie moderne », les 13 et 14 décembre 2012, au grand salon de la Sorbonne. De

*Pierre Delval, « Le mot du fondateur. "WAITO Foundation : une alternative aux politiques anti-contrefaçon actuelles" » sur <http://www.waitofoundation.org/fr/foreword-by-pierre-delval.html>

** Ibid.

toute évidence, la bande à Bauer est restée la voix de ses maîtres, les marchands de guerre et de contrôle.

Mais la bande à Bauer a aussi continué de se faire l'un des vecteurs idéologiques du développement et de la généralisation de l'antiterrorisme comme système de gouvernement normalisé. La DCRI figure parmi les restructurations les plus importantes de l'ère sarkozyste conservées par le nouveau gouvernement. Les fractions d'intérêts se sont repositionnées à sa tête et l'idéologie, les pratiques, les techniques et la majorité des personnels ont été reconduits. À la suite de l'« affaire Merah », le nouveau gouvernement a dû remplacer les chefs les plus clairement impliqués du côté des fractions sarkozystes. Le nouveau directeur Patrick Calvar, qui a pris ses fonctions en juin 2012, en remplacement de Bernard Squarcini, n'est autre que l'ancien numéro deux du service, nommé à sa création en 2008, et le directeur du renseignement à la DGSE depuis 2009.

La bande à Bauer a instrumentalisé le montage médiatico-policiier ayant abouti à la mise à mort publique de Mohammed Merah, pour se repositionner. Elle a tenté d'utiliser cette scène pour promouvoir une nouvelle gamme de leur notion-marchandise de « terrorisme hybride » : le « terrorisme implanté ».

« De l'opération de Roubaix et le démantèlement d'une filière formée au Jihad, tout dernièrement, à l'affaire Khaled Kelkal au milieu des années 1990 et à Mohammed Merah, on voit arriver ces nouveaux profils que nous qualifions d'hybrides, implantés territorialement, proche de la criminalité traditionnelle », assurait Alain Bauer. « La récente tragédie terroriste de Toulouse nous rappelle que la préservation de la paix civile ne peut plus se contenter de reproduire les schémas anciens. Avec le NYPD (la police de New York), dans La Radicalisation en Occident, la menace intérieure, dès 2007, nous avons attiré l'attention sur le transfert en cours d'un terrorisme importé vers un terrorisme implanté. Le continuum criminalo-terroriste, le gangsterrorisme, s'affirmaient déjà au rythme des tentatives d'attentats post-11 Septembre. Malgré l'efficacité et le courage des services de police et de renseignement, enfermés dans nos certitudes antérieures, nous venons d'être victimes d'une évolution prévisible mais négligemment suivie** . »*

Xavier Raufer a maintenu la même stratégie discursive. Sur Radio Courtoisie, il affirmait en novembre 2012 que « c'est l'absence de considération pour les hybrides

*Alain Morvan, « Terrorisme : un nouveau profil selon Alain Bauer », Le Républicain lorrain, 10 octobre 2012. <http://www.republicain-lorrain.fr/actualite/2012/10/10/terrorisme-un-nouveau-profil>

**Alain Bauer, « Le retour de la stratégie », Les Échos, 26 mars 2012, n° 21152, page 17.

qui a constitué le drame de Toulouse ». Il développait dans Le Nouvel Économiste :*

*« À monde nouveau, menaces nouvelles – et concepts neufs. Ouvrons l’œil, ces mutants et hybrides sont désormais répandus sur toute la planète et de types multiples : guérillas vivant de trafics divers, dont celui des stupéfiants ; “marxistes” d’hier devenus trafiquants et blanchisseurs d’argent criminel ; jihadis-braqueurs ; jihadis-pirates ; ex-terroristes reconvertis dans le crime ; paramilitaires devenus narcotrafiquants ; sociétés militaires privées vendues aux cartels de la drogue ; trafiquants d’armes au service de terroristes ; motards criminalisés liés à des terroristes ; sectes associées à des cartels de la drogue ; escadrons de la mort mutant en “forces de sécurité” ; entreprises licites au service de cartels de la drogue ; “soldats de la paix” devenant trafiquants ou proxénètes ; guérillas mutant en armées à part entière ; trafiquants d’êtres humains, actifs dans le narcotrafic ; mélanges africains : milices-sectes-bandes armées... Dans le registre des dangers et menaces, ces hybrides sont l’avenir. Si l’on veut éviter la guerre de retard, c’est eux qu’il faut observer, étudier – et combattre**. »*

* « Nouvelles menaces criminelles ; formation politique », Le Libre Journal des idées politiques, émission animée par Max Lebrun, Radio Courtoisie, 2 novembre 2012.

** Xavier Raufer, « Criminalité et terrorisme : le temps des hybrides ? », Le Nouvel Économiste, 22 octobre 2012. <http://www.lenouveleconomiste.fr/criminalite-et-terrorisme-le-temps-des-hybrides-16392/#.UPb1Iv7XuSo>

Bauer et Rauffer ont instrumentalisé « l'affaire Merah » en se présentant encore et toujours comme des experts trop peu écoutés alors qu'ils étaient déjà conseillers officiels des appareils de sécurité censés avoir échoué dans cette affaire. Ils l'ont utilisé aussi et en particulier pour justifier la globalisation du protocole antiterroriste et l'application du « décèlement précoce » – leur notion-marchandise visant à promouvoir la dynamique proactive de l'ordre sécuritaire – à la population en général.

« La gestion de la sécurité, partout, devrait se traiter dans un processus de type médical : diagnostic précis, pronostic discuté, thérapie adaptée », assurait Alain Bauer. On retrouva cet emploi de la métaphore médico-chirurgicale dans le discours de Manuel Valls, accompagné du ministre de la Défense à Lorient en novembre 2012, pour justifier la répression des résistances au projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. « Il est hors de question de laisser un kyste s'organiser, se mettre en place, de façon durable, avec la volonté de nuire avec des moyens parfois dangereux », énonçait-il pour légitimer l'application de protocoles antiterroristes et d'un quadrillage militaro-policiier contre un mouvement social. Pour se repositionner,*

**Alain Bauer, « Après Amiens et avant la prochaine émeute... », op. cit.*

Alain Bauer applique d'ailleurs ce régime de légitimation à l'ensemble de la restructuration sécuritaire : « Tout chambouler pour traquer ensuite un dangereux protoplasme criminel », résumait-il.*

*Les grands axes de la restructuration sécuritaire ont été redésignés par Manuel Valls, le 5 novembre 2012, à Rome, lors d'une réunion ministérielle de l'Organisation internationale de police. Face aux chefs de police du monde entier, il a promu l'intensification de la coopération entre les 190 pays membres « dans les domaines de l'islamisme radical, de l'ultra-gauche et dans la lutte contre les mafias** ».*

*Sur ces bases idéologiques, Manuel Valls a pris les commandes d'une nouvelle chasse aux « réseaux terroristes islamistes implantés dans les cités » en 2012 et dont la conséquence directe est le durcissement du socio-apartheid. Le 7 février 2013, sur Europe 1, il reproduisait la rhétorique néoconservatrice nord-américaine en appelant à combattre le « fascisme islamique qui monte un peu partout*** ». Le 15 février, il renchérisait : « Nous faisons face à un ennemi extérieur au Mali,*

* Alain Bauer, Xavier Raufer, « Le père Noël et le crime organisé transnational : un conte de Noël », op. cit.

** AFP, 5 novembre 2012.

*** Pierre Haski, « Valls joue au néo-con », Rue89, 5 février 2013.

nous faisons aussi face à un ennemi intérieur qui est le fruit d'un processus de radicalisation. Il part de la petite délinquance, passe par le trafic de drogue, parfois par la prison, jusqu'à la conversion à un islamisme radical et à la haine de l'Occident.* » « *Il y a en France aujourd'hui plusieurs dizaines de Merah potentiels. Tous ne passent pas à l'acte, mais il faut se prémunir* », ajoutait-il.

Il a mené sur le même mode, et parfois de manière encore plus intensive que son prédécesseur, la chasse aux Roms, aux sans-papiers ou aux « casseurs » dans les manifestations, les quartiers populaires et les usines occupées. Le passage à gauche de l'État français n'a aucunement bouleversé les processus en cours. Au contraire, il semble avoir permis de l'approfondir et de le renforcer.

La bande à Bauer s'est repositionnée en continuant à promouvoir les intérêts des marchands de contrôle à l'intérieur de l'État et en direction de la population. Elle aurait aussi bien pu être remplacée par n'importe quelle autre bande d'idéologues sécuritaires susceptible de remplir les mêmes fonctions, car des Bauer et des Rauffer sont produits à la chaîne chaque année dans les grandes écoles, les instituts de défense et sécurité ou

* « Valls : il y a "plusieurs dizaines de Merah potentiels" en France », Le Parisien, 15 février 2013.

les universités. La bande à Bauer ne doit sa longévité qu'à cet opportunisme qui lui permet de conserver une place à la table de tous les partis de gouvernement. Les idéologues sécuritaires ont pour mission de légitimer le contrôle, la surveillance et la répression de tout ce qui résiste, lutte, combat ou existe contre les intérêts des classes dominantes. Nous venons de voir qu'ils le font pour tous les gouvernements. La bande à Bauer dévoile en définitive, et bien malgré elle, ce fait fondamental que tous les gouvernements assurent la reproduction des rapports de domination sur lesquels ils ont été établis.

Avril 2013.